

Contre l'initiative faussement appelée « pour la durabilité »

Pourquoi cette initiative menace le secteur culturel suisse

Son titre est trompeur : en effet, l'initiative faussement appelée « pour la durabilité » n'est durable ni sur le plan social, ni sur le plan écologique, ni sur le plan économique. Elle veut mettre en place des solutions rigides qui ne sont pas raisonnables, et pas réalisables.

L'initiative demande que la population de la Suisse reste au-dessous de 10 millions d'habitants d'ici 2050. Pour les initiants, dès que le nombre d'habitants atteindra 9,5 millions, il faudra adopter des mesures radicales, notamment en matière de regroupement familial. Au final, l'initiative propose que la Suisse supprime la libre circulation des personnes avec l'UE. Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent donc ce projet, et ils mettent en garde : cette initiative met en péril la politique des discussions bilatérales, qui a pourtant fait ses preuves, et ajoute une couche supplémentaire aux incertitudes liées à la période actuelle, déjà marquée par l'instabilité. Ce serait un pas en arrière pour le secteur culturel suisse, ouvert, diversifié et étroitement lié à l'Europe.

L'initiative faussement appelée « pour la durabilité » n'est pas un cas isolé. Elle s'inscrit dans une longue série de projets visant à limiter l'immigration et à renforcer l'isolement de la Suisse. De l'initiative Schwarzenbach en 1970 à l'initiative Ecopop « Halte à la surpopulation – oui à la préservation durable des ressources naturelles » (qui visait à limiter fortement l'immigration en fixant un plafond) en passant par l'initiative « Pour une immigration modérée » (initiative de limitation) en 2020, les projets de ce genre ont été nombreux, et ont toujours été rejetés jusqu'ici. La Suisse a ainsi refusé à plusieurs reprises de se replier sur elle-même et s'est prononcée chaque fois en faveur d'une approche ouverte et interconnectée qui s'avère être une source de succès.

Cette initiative n'est donc qu'une tentative de plus de servir une vieille soupe dans de nouveaux bols. Elle revient une fois de plus sur une ligne pourtant rejetée à plusieurs reprises par le peuple ; cette fois, elle va même plus loin. Elle entend poser des limitations rigides aux accords bilatéraux et à la libre circulation des personnes avec l'Europe.

Cette initiative faussement appelée « pour la durabilité » met donc en péril la prospérité, et la sécurité de la Suisse, tout comme sa tradition humanitaire. Mais ce n'est pas tout : elle accentue également la polarisation de la société, elle affaiblit la cohésion sociale et elle risque d'isoler la Suisse au sein de l'Europe. Tout cela va à l'encontre du secteur culturel suisse, dynamique, ouvert à l'innovation et surfant avec le succès.

Arguments du secteur culturel

Affaiblissement de la diversité culturelle et de la cohésion sociale

La diversité culturelle est une caractéristique importante de la Suisse. Elle imprègne notre vie en communauté, nos valeurs, nos traditions et nos modes d'expression. La culture favorise les échanges, la compréhension et la cohésion. La participation culturelle, les rencontres et le respect mutuel constituent des fondements essentiels de la paix sociale dans notre pays. Cette initiative s'inscrit dans une politique de restriction et de ségrégation. Elle creuse les fossés sociaux et stigmatise les nouveaux arrivants. Elle affaiblit ainsi la culture dans son rôle de force fédératrice :

- Moins de diversité, une cohésion sociale affaiblie ;
- Une polarisation accrue, moins de compréhension favorisée par les pratiques culturelles ;
- Une capacité d'innovation moindre et un vivier de talents restreint.

Mise en danger des échanges culturels internationaux

Cette initiative vise notamment à limiter le nombre d'habitants en Suisse ; elle remet explicitement en cause la libre circulation des personnes avec l'UE. Mais les échanges internationaux et la mobilité revêtent une importance capitale pour le secteur culturel. L'art et la culture se nourrissent des rencontres, des collaborations, et de l'ouverture d'esprit, au-delà des frontières. Lorsque la mobilité est restreinte, la visibilité, la collaboration et la mise en réseau s'en trouvent également affaiblies. La Suisse risque de se retrouver de plus en plus isolée sur le plan culturel.

Cela impacterait :

- La visibilité de la culture suisse à l'étranger
- La coproduction internationale
- Les programmes de résidence et les réseaux culturels
- Les programmes européens ainsi que le lien avec « Europe Créative ».

Pression croissante sur le financement public de la culture

Cette initiative s'inscrit dans un débat politique qui présente la croissance démographique uniquement comme un problème. Cette manière de voir les choses accentue la pression lorsqu'il s'agit de répartir les fonds publics. Elle pousse les décideurs à privilégier les dépenses axées sur les infrastructures techniques, la sécurité, etc., et à reléguer les autres dépenses au second plan. Dans un tel contexte, le soutien à la culture risque fort de faire l'objet de coupes budgétaires, ce qui menacerait le développement durable du secteur culturel. Dans ce contexte :

- Lors des vagues de coupes budgétaires ou d'économies, le soutien à la culture est plus rapidement remis en cause ;
- Les structures de financement à long terme sont moins stables et moins prévisibles ;
- Les secteurs plus fragiles, p. ex. la scène indépendante, et les projets culturels internationaux sont particulièrement touchés.

L'essentiel en bref

À la fin de l'année 2025, la Suisse comptait environ 9,1 millions d'habitants. Depuis 2002, la population a augmenté d'environ 1,7 million de personnes, principalement en raison de l'immigration, dont l'ampleur dépend de la situation économique et des besoins en main-d'œuvre qualifiée. Lorsque la Suisse manque de main-d'œuvre, les entreprises recrutent souvent dans l'Union européenne. Le secteur culturel peut ainsi accéder aux compétences internationales recherchées et à l'expertise nécessaire.

L'initiative faussement appelée « pour la durabilité » vise à maintenir la population de la Suisse en dessous de 10 millions d'habitants d'ici 2050. Si le seuil des 9,5 millions d'habitants est dépassé avant 2050, l'initiative exige que des mesures soient prises, notamment dans le domaine de l'asile et du regroupement familial. De plus, le Conseil fédéral devrait adapter ou dénoncer des accords internationaux. Si la barre des 10 millions est franchie, la Suisse devra dénoncer certains accords, notamment, après deux ans, l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Cela entraînerait la suppression des accords bilatéraux I et menacerait les accords de Schengen/Dublin et les accords de coopération en matière de sécurité et d'asile.